STÉPHANE PEU : « POURQUOI JE SOUTIENS JEAN-LUC MÉLENCHON »

ARTICLE MEDIAPART

6 novembre 2026 | Par Sarah Benhaïda et Ilyes Ramdani

Le président du groupe communiste à l'Assemblée nationale explique à « Mediapart » sa décision de soutenir le candidat insoumis à l'élection présidentielle. Seule perspective que le député juge crédible à gauche pour barrer la route de l'extrême droite en 2027.

C'est un appui de poids dans la campagne de Jean-Luc Mélenchon, dévoilé à la veille d'un meeting au Bourget (Seine-Saint-Denis) qui devrait rassembler plus de 10 000 personnes. La majorité du groupe Gauche démocratique et républicaine (GDR) à l'Assemblée nationale, dirigé par le communiste Stéphane Peu, a annoncé jeudi 5 novembre rallier la candidature du leader insoumis.

Ils et elles sont neuf, sur les dix-sept membres du groupe parlementaire, à avoir signé un communiqué commun. « Nous pensons que l'union la plus large de la gauche doit se réaliser autour d'un programme de rupture pour être à la hauteur du moment historique dans lequel se trouve le pays », ***expliquent Soumya Bourouaha, Elsa Faucillon, Émeline K/Bidi, Karine Lebon, Frédéric Maillot, Marcellin Nadeau, Nicolas Sansu, Emmanuel Tjibaou et Stéphane Peu.***

Communiste depuis l'adolescence, élu municipal puis député de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), cadre national du Parti communiste français (PCF), Stéphane Peu sait que son choix va créer des remous au sein d'un mouvement qui a voté en juillet pour envoyer son secrétaire national Fabien Roussel à la présidentielle. Il explique à Mediapart son « conflit interne » et sa décision, « mûrement réfléchie ».



Stéphane Peu lors de la séance des questions d'actualités à l'Assemblée nationale le 22 octobre 2025. © Photo Eric Tschaen / REA

M« Mediapart » : Vous avez annoncé votre soutien à la candidature de Jean-Luc Mélenchon pour l'élection présidentielle. Pour quelle raison ?

Stéphane Peu : Le risque d'une accession au pouvoir de l'extrême droite n'a jamais été aussi fort. On ne peut pas dire matin, midi et soir que le Rassemblement national (RN) risque de gagner et n'en tirer aucune conséquence. Moi, je vis à Saint-Denis. J'ai ma vie ici, j'ai été parent d'élève, responsable des locataires, élu local. Les gens qui défilent dans cette permanence, ceux que je croise dans la rue, au marché, **ça veut dire quelque chose pour eux, l'extrême droite au pouvoir.**

Ça crée une angoisse immense. À titre personnel, je ne pourrais pas regarder les Dionysiens dans les yeux si je prenais le risque de soutenir une candidature qui empêche la gauche d'être au second tour de la présidentielle. Ce n'est pas possible.

M :Votre décision ne manquera pas de faire réagir au PCF, dont une majorité d'adhérent·es a voté pour la candidature autonome de Fabien Roussel. Signifie-t-elle que vous quittez le Parti communiste et la présidence du groupe à l'Assemblée nationale ?

SP : Je reste communiste, évidemment. Mais j'ai un conflit interne entre ma discipline de parti et ma conscience. Si le parti avait décidé de se donner une échéance, en décembre ou janvier, pour réexaminer l'intérêt de partir seul, je n'aurais sûrement pas agi de la même façon. Là, Fabien Roussel a répété qu'il irait au bout, donc le sujet est clos. Je choisis dès lors de faire un acte

d’objection de conscience, mûrement réfléchi. Un acte de désobéissance civile appliqué aux règles et aux lois du parti. Aujourd’hui, qu’on le veuille ou non, la gauche de rupture est incarnée en grande partie par Jean-Luc Mélenchon.
La période que l’on vit est inédite à bien des égards. Entre le danger du RN, l’internationale suprémaciste qui progresse, l’attentat de Trappes qui met en lumière la progression du racisme, la mobilisation sociale, il est plus qu’urgent que le peuple reprenne le pouvoir dans ce pays. Et face à cela, on prendrait le risque que la gauche soit absente, pour la troisième fois consécutive, du second tour de l’élection présidentielle ?
M : D’où le choix d’un vote « utile » dès le premier tour en faveur de Jean-Luc Mélenchon ?
SP : La gauche a toujours marché sur ses deux jambes, une réformiste, l’autre radicale. Pendant toute une partie du siècle, le Parti communiste a incarné de façon quasi exclusive l’aile radicale de la gauche. Ça a permis un nombre important d’avancées. Je suis le premier à le regretter, mais cette hégémonie n’existe plus depuis quarante ans. Alors, il faut construire un pôle de radicalité qui rassemble plusieurs composantes de la gauche, dont une force communiste renouvelée, pour créer une alliance majoritaire. C’est ma conviction.
Aujourd’hui, qu’on le veuille ou non, cette gauche de rupture est incarnée en grande partie par Jean-Luc Mélenchon. Par ses qualités, il a fait ce qu’il fallait pour occuper cet espace. Il a fait la proposition d’une alliance populaire pour rassembler chacun dans sa diversité, et non pas un rassemblement qui soit soumis aux insoumis. On peut questionner l’intention, débattre de cette proposition, mais on ne peut pas l’ignorer. Nous avons choisi de prendre nos responsabilités.
M : Allez-vous être rejoint·es par d’autres ?
SP : Nous sommes neuf députés sur dix-sept au sein du groupe GDR. Et d’autres nous rejoindront sûrement. Au sein du parti, je croise beaucoup de communistes inquiets, désappointés. Beaucoup de maires, beaucoup de militants s’interrogent. Même ceux qui, dans les réunions internes, sont convaincus de la nécessité d’une candidature communiste font le même constat sur le terrain :

convaincre de l'intérêt de cette démarche n'est pas simple.
Je pense qu'une majorité de Français existe encore pour ne pas choisir une présidente de la République d'extrême droite, affiliée à l'internationale suprémaciste et raciste.
On ne peut pas analyser la situation sociale comme elle est et dire : « On ferme les portes et les fenêtres de la voiture, on trace tout droit et on y va, quoi qu'il en coûte. » Beaucoup s'en rendent compte au sein du PCF. Est-ce qu'ils en tireront les mêmes conclusions que nous ? Je ne peux pas le dire et je ne travaille pas à prendre la tête d'une quelconque fronde interne. Chacun agit selon son calendrier et sa réflexion.
De la même façon, je fais la part des choses avec ma position de président de groupe. Au sein du groupe GDR, vont cohabiter quatre attitudes pour la présidentielle, et je m'en porte très bien : un de nos membres, Emmanuel Maurel, est un acteur de la campagne de Raphaël Glucksmann, certains députés soutiennent Fabien Roussel, neuf font le choix de soutenir Jean-Luc Mélenchon, et un de nos camarades, l'indépendantiste guyanais Jean-Victor Castor, considère pour le moment que la présidentielle en France n'est pas sa préoccupation. Cette diversité ne nous empêchera pas de fonctionner et de rester unis et cohérents.
M : Que répondez-vous à celles et ceux qui vous reprocheront une forme de désertion, sinon un choix guidé par votre destin personnel et votre réélection ?
SP : Ceux qui disent que je fais ça pour sauver ma peau ne connaissent pas Saint-Denis. Ici, nous n'avons pas attendu cette année pour travailler en commun, pour être sur le terrain. Cette convergence vient de loin. Je vais avoir 65 ans au moment de la présidentielle, mon avenir est plutôt dans mon dos que devant moi [sourire]. Le choix que nous faisons ouvre le chemin pour que le PCF continue à exister comme une force politique nationale.
On connaît tous des formations politiques qui présentent tous les cinq ans un candidat et disparaissent ensuite. Ce n'est pas ce que je veux pour le PCF. On s'est déjà effacés du Parlement européen, il ne faut pas rééditer cela. Ce n'est pas l'orientation retenue pour l'instant, donc je prends modestement en charge cet enjeu de discuter pour que les communistes continuent demain à exister à

l'Assemblée nationale.
M : Croyez-vous que le pays puisse être gouverné, dans six mois, par la gauche ?
SP :J'ai beaucoup analysé les législatives de 2024. En trois semaines, parce que la perspective de voir Jordan Bardella à Matignon était concrète, nous avons connu une participation électorale inégalée depuis 1981, grâce à un sursaut de la jeunesse et des quartiers populaires. Regardez ce qui se passe à l'étranger, encore ces derniers jours au Brésil et aux États-Unis. Je pense qu'une majorité de Français existe encore pour ne pas choisir une présidente de la République d'extrême droite, affiliée à cette internationale suprémaciste et raciste.
Croyez-moi, ça parle aux gens. Dans mon bureau, je vois défiler tout un tas de jeunes étudiants brillants, qui envoient des dizaines de CV et qui ne sont jamais rappelés, même pour un pauvre stage. La France d'aujourd'hui, c'est aussi celle qui bouche l'horizon de gamins parce qu'ils viennent d'une famille populaire, parce qu'ils n'ont pas la bonne tronche ou le bon patronyme. En face, si on propose autre chose que le retour au social-libéralisme de Hollande, si on assume de remettre le pays sur le chemin de ce qui a fait sa force, les services publics, la santé, l'éducation, il peut y avoir une mobilisation puissante.
M : Samedi, Jean-Luc Mélenchon va présenter son programme lors d'un meeting au Bourget. Vous sentez-vous en phase avec ce projet ? Et que faites-vous des désaccords qui ont existé dans le passé entre insoumis et communistes, sur la question du nucléaire par exemple ?
SP : Nous nous situons dans le prolongement du Nouveau Front populaire. Cette alliance, ce n'était pas une coalition électorale de coin de table. Il y a eu de vraies négociations, un vrai accord et un programme qui, à quelques lignes près, sera celui qui sera présenté samedi. Depuis 2017, à l'Assemblée, nous travaillons et votons 90 % des textes ensemble. Ce ne sont pas des confettis. En dix ans, nous avons balayé tout le spectre de ce qu'est la construction d'un programme politique. Nos convergences ne sont plus à prouver. Parce que La France insoumise est la force dominante, elle doit prouver, peut-être plus que d'autres, sa volonté de rassembler.

Mais oui, historiquement, quand la gauche propose un programme commun, certains points de divergence subsistent. Ils existent mais ils ne l'emportent pas, et de loin, sur les convergences. Ensuite, il y a quelque chose qui relève de la façon de faire de la politique : comme communiste, je suis très attaché au fait que la conquête du pouvoir se conjugue avec des mobilisations sociales fortes. Que, face à une classe dominante très puissante sur le plan économique et médiatique, nous puissions changer les choses par la double pression du pouvoir conquis et de la mobilisation de la rue.
Il s'agit de la relation avec le mouvement social, syndical, associatif. La révolution citoyenne ne se fera pas que par le vote. Cela représente, chez moi, un point de vigilance important. Parce que La France insoumise est la force dominante, elle doit prouver, peut-être plus que d'autres, sa volonté de rassembler. Je crois qu'elle est consciente de cette responsabilité.
M : D'autres forces de gauche, comme Génération·s et Les Écologistes, mais aussi des composantes de la gauche sociale, militante et syndicale, seront amenées à se poser dans les prochains jours et les prochaines semaines la question de leur positionnement pour la présidentielle. Qu'avez-vous à leur dire ?
SP : Nous, les communistes, aimons à citer ces vers d'Aragon : « ***Quand les blés sont sous la grêle / Fou qui fait le délicat / Fou qui songe à ses querelles / Au cœur du commun combat.*** » À un moment, on peut avoir toutes les rancœurs du monde, tous les reproches du monde, toutes les acrimonies et les antipathies, quand on est dans un moment politique aussi dangereux, on ne fait pas le délicat. On sait faire la différence entre l'essentiel et le superficiel. Je ne suis pas mélenchoniste, je ne suis pas insoumis. Si j'avais dû l'être, je l'aurais été depuis longtemps. Mais il faut savoir prendre ses responsabilités, et je les prends.